



Déposé le 09.09.08

Scanné le 10.09.08
08-INT-123

Interpellation des groupes A Gauche toute!, Verts et socialiste Securitas espionne le Groupe anti-répression de Lausanne : la police cantonale était-elle au courant ?

Dimanche 7 septembre 08, l'émission « Mise au point » de la Télévision suisse-romande (TSR), révélait une nouvelle affaire d'espionnage et d'infiltration conduite par le Département de l'entreprise Securitas, *Investigation Services (IS)*, au sein du groupe anti-répression (GAR) dans le canton de Vaud. Un nouveau cas qui, comme pour celui du *Nestlégate*, conserve d'importantes et inquiétantes zones d'ombres : on peut penser que l'infiltration de groupes de citoyens, considérés comme critiques, est une pratique courante de la part de la plus grande entreprise de sécurité de Suisse.

L'objet de ce nouvel espionnage est le GAR à Lausanne. Ce groupe analyse depuis des années les questions concernant la répression policière, informe les participant-e-s aux manifestations de rue de leurs droits, recueille enfin des témoignages de personnes ayant subi des actes de répression et les conseillent, en cas d'interpellation, d'arrestation, d'enquête ou d'appel à témoigner. Entre 2003 et 2005, ses membres ont ainsi été infiltrés par une taupe de Securitas qui opérait, comme dans le groupe d'ATTAC Vaud, sous une fausse identité. Son nom de code était « Shanti Müller ». « Shanti » a participé activement aux réunions non ouvertes au public du GAR, et ce durant plusieurs années. A ce titre, elle a eu accès, par exemple, à des centaines de témoignages de victimes de répression policière ainsi qu'à des données le plus souvent très confidentielles et sensibles. Elle a même tenu un moment la caisse du groupe...

Quand elle n'était pas « Shanti », elle était employée à l'IS, manifestement haut placée. Aujourd'hui celle qui se faisait passer pour « Shanti » travaille toujours chez Securitas et voyage beaucoup. Cette nouvelle révélation confirme que la surveillance d'ATTAC n'était pas une mission isolée de Securitas, contrairement aux affirmations de cette dernière lors de la révélation de l'affaire *Nestlégate*. D'ailleurs, selon le GAR, « Shanti » ne s'est pas contenté d'infiltrer le groupe lausannois. Elle a pris non seulement part à des réunions nationales à Berne, mais également aux manifestations ant-WEF à Lausanne, à une manifestation en tout cas pour la protection des animaux. A Genève, elle a pris part au Forum social lémanique (FSL). Bref, elle ratissait large ! Aussi, au-delà des affaires *Nestlégate* et du GAR avec leurs deux taupes, il est fort probable que la surveillance politique soit une pratique courante et fasse partie d'une gamme de prestations « offertes » par Securitas, à savoir infiltrer des groupes associatifs et/ou politiques pour le compte d'un tiers. « Mise au point » avance que plusieurs taupes seraient encore employées par Securitas...

Les groupes soussigné-e-s demandent des explications suivantes au Conseil d'Etat:

1. La police cantonale était-elle au courant de l'infiltration par une employée de Securitas du Groupe anti-répression de Lausanne, comme l'affirme publiquement l'entreprise Securitas ?
2. Quelles sont les informations recueillies à cette occasion, qui ont été transmises à la police cantonale, dès lors que l'on voit mal qui d'autre que la police ait pu avoir intérêt à connaître les activités du GAR ?
3. Quel traitement la police cantonale leur a-t-elle réservé ?
4. Le Conseil d'Etat était-il au courant de ces pratiques d'infiltration ?
5. La police cantonale a-t-elle aujourd'hui recours à des prestations de surveillance par infiltration effectuées par des entreprises de sécurité privée ?

Le 09.09.08

Pour les groupes A Gauche toute !

Jean-Michel Dolivo

Les Verts

Jean-Yves Pidoux

Socialistes

Cesla Amarelle